



Les sources non conventionnelles du droit international public

La coutume

La coutume internationale est une **source non écrite**, ce qui rend sa formation délicate. Elle est constituée par une **pratique générale sans négociation préalable entre États**. De même, elle est **obligatoire** et **opposable** en principe à tous les États de l'espace territorial retenu.

En vertu de l'article 38b) du statut de la CIJ, la coutume internationale se définit comme **preuve d'une pratique générale acceptée comme étant le droit**.

- La coutume est donc formée par un élément matériel : l'**usus**. Le nombre de précédents nécessaires n'est pas indiqué par la CIJ, il faut alors raisonner au cas par cas.
- Et par un élément psychologique : l'**opinio juris**. Les États doivent avoir la volonté de respecter un usage obligatoire, une règle comme étant du droit.

L'opposabilité d'une coutume

La pratique générale n'a pas à être suivie par tous les États du monde.

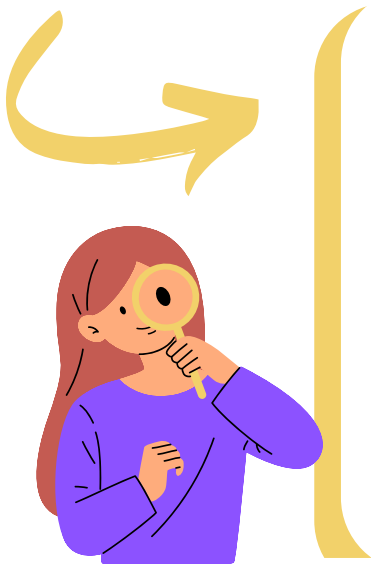
- Si elle est suivie par tous les États du monde, c'est une **coutume nationale universelle**.
- Sinon la coutume est dite **régionale** ou même **locale**.

Pour être lié par une coutume, il n'est pas exigé qu'un État ait participé sa formation ou qu'il en ait expressément accepté l'existence. Mais, un État peut refuser de suivre une pratique générale : il est alors un **objecteur persistant**. Cette objection est offerte aux États au nom de leur **souveraineté étatique**.

Codification d'une coutume préexistante

C'est un **processus de conversion d'une norme non écrite vers une norme conventionnelle**. Elle permet de préciser les engagements des États et surtout d'apporter la garantie de leur consentement explicite dans un cadre contractuel.

La codification **ne fait pas disparaître le droit coutumier** qui garde son applicabilité propre entre les États tiers ou entre les États parties au traité et les États tiers.





Les sources non conventionnelles du droit international public

Les principes généraux du droit

En vertu de l'article 38b) du statut de la CIJ, les principes généraux **DE** droit prennent naissance dans les principes préexistants reconnus par les nations civilisées. Ils demeurent alors distincts de la coutume internationale.

Ils reprennent des règles politico-juridiques communes présentes dans les systèmes internes des États de droit civil et de common law.

Ils ne doivent pas être confondus avec l'équité, qui elle vise des principes idéaux de justice.

Les principes généraux **DU** droit international sont très variables et, dégagés par les juges internationaux. Certains de ces principes sont assimilables à des normes de *jus cogens*.

ils sont appliqués par les juges de manière **supplétives**.

→ La jurisprudence internationale et la doctrine

La jurisprudence internationale

Elle désigne l'**ensemble des sentences arbitrales et des décisions judiciaires rendues par les juges internationaux**.

Les arrêts ont tout de même plus d'importance que les sentences. De même, les arrêts des tribunaux permanents ont plus d'importances que ceux des tribunaux provisoires.

La doctrine

Elle apporte une analyse critique qui favorise l'émergence d'un meilleur droit positif. Elle reste néanmoins une source peu citée, car négligeable. En pratique, les juges internationaux et les arbitres n'y ont jamais recours.

